

# Maintenance des installations techniques de chauffage, ventilation, climatisation (CVC)

## **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

Consultation n°











202503261045

# SOMMAIRE





<b>1. DÉFINITIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>2. OBJET DU CONTRAT .....</b>	<b>4</b>
2.1. Description des prestations .....	4
■ Objet de la prestation : .....	4
■ Lieu d'exécution : .....	5
■ Pièces contractuelles : .....	5
■ Représentation des parties : .....	5
<b>3. FORME DU CONTRAT .....</b>	<b>5</b>
■ Forme du contrat : .....	5
■ Nature de la prestation : .....	5
<b>4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>6</b>
■ Durée du contrat : .....	6
■ Calendrier détaillé d'exécution : .....	6
<b>5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....</b>	<b>6</b>
5.1. Prix du contrat .....	6
■ Nature des prix : .....	6
■ Variation des prix : .....	6
■ Contenu des prix : .....	6
■ TVA : .....	7
5.2. Conditions de paiement .....	7
■ Présentation des demandes de paiement : .....	7
■ Périodicité des paiements : .....	7
■ Régime des paiements : .....	7
■ Remise des demandes de paiement : .....	7
■ Comptable assignataire des paiements : .....	8
■ Délai de paiement : .....	8
<b>6. RÉALISATION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
6.1. Prestations principales .....	8
■ Niveau d'obligation prévu au contrat : .....	8
■ Réalisation des prestations : .....	8
■ Maintenance préventive et pilotage des chaufferies de Vannes & Lorient : .....	9

■ Maintenance corrective :.....	9
■ Prestations complémentaires : .....	10
■ Vérifications des prestations : .....	10
6.2. Développement durable.....	10
■ Clause environnementale :.....	10
6.3. Autres stipulations .....	10
■ Clause de réexamen et modifications du contrat : .....	10
■ Dématérialisation du suivi : .....	10
<b>7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>11</b>
7.1. Obligations courantes du titulaire.....	11
■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée :.....	11
■ Devoir d'information et de conseil :.....	11
■ Obligation de vigilance :.....	11
■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption : .....	12
■ Réparation des dommages : .....	12
■ Garantie : .....	12
■ Sous-traitance : .....	13
■ Assurances : .....	13
7.2. Obligations liées à la sécurité .....	13
■ Confidentialité et protection des données personnelles : .....	13
<b>8. PENALITES.....</b>	<b>14</b>
8.1. Règles générales d'application des pénalités .....	14
8.2. Autres stipulations .....	14
■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire : .....	14
<b>9. FIN DU CONTRAT .....</b>	<b>15</b>
■ Résiliation pour faute : .....	15
■ Règlement des différends : .....	15
■ Tribunal compétent.....	15

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Maintenance préventives et curatives des installations et équipements techniques CVC – Plomberie-sanitaire des sites de la CPAM du Morbihan
 Acheteur	Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Morbihan
 Type de contrat	Marché ordinaire de services
 Structure	1 lot unique
 Lieu d'exécution	Département du Morbihan - CPAM de Vannes, Auray, Lorient, Ploërmel, Ploeren
 Durée du contrat	1 an reconductible 3 fois un an
 Développement durable	Clause environnementale
 Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
 Variation des prix	Révisibles
 Nature des prix	Prix forfaitaires et prix unitaires

## 1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Opérations de maintenance préventives et correctives des installations et équipements techniques des

sites de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Morbihan - entretien et exploitation des installations techniques de chauffage, ventilation, climatisation, plomberie-sanitaire.

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Morbihan, représenté par Madame LE FUR, Directrice.

**Adresse et coordonnées :**

CPAM du Morbihan  
Cellule Expertise Achats & Patrimoine  
60 Anita Conti  
BP 20321  
56021 Vannes CEDEX

■ **Lieu d'exécution :**

Le lieu d'exécution des prestations est le **Département du Morbihan** :

- CPAM de Vannes,
- CPAM d'Auray,
- CPAM de Lorient,
- CPAM de Ploërmel,
- Bâtiments d'archives de Ploeren (56880).

■ **Pièces contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières DPGF-BPU-DQE ;
- le présent C.C.A.P. et son annexe 1 - Pénalités ;
- le CCTP et ses annexes 1 à 3 ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. FORME DU CONTRAT

---

■ **Forme du contrat :**

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

### ■ Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée initiale de 1 **an** à compter de la date de début du marché.

Il est reconduit tacitement par période successive de 1 an pour une durée maximale de 4 ans. Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction.

Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec avis de réception deux mois avant l'échéance.

### ■ Calendrier détaillé d'exécution :

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier détaillé qui sera validé conjointement, à compter du 01 juin 2025.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Nature des prix :

Les prestations sont traitées à prix forfaitaires et à prix unitaires.

Les prix du contrat sont :

- forfaitaires pour la maintenance préventive et pilotage des chaufferies de Vannes & Lorient,
- unitaires pour la maintenance curative.

#### ■ Variation des prix :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro" (Mo).

Les prix fixés dans l'acte d'engagement sont fermes pendant la durée initiale du marché.

Dans le cadre d'une reconduction du marché, les prix seront révisés annuellement à partir du premier jour du mois civil suivant l'échéance, par application de la formule paramétrique ci-après :

$$P = P_0 [0,15 + 0,70(ICHT-D/ICHTDo) + 0,15(FSD3/FSD3o)]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé hors taxes

P<sub>0</sub> = Prix annuel hors taxes du contrat figurant dans l'acte d'engagement

ICHT-D = Indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés - Salaires et charges - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné - Identifiant : 1565186 (valeur de l'indice déc.N-1).

ICHT-Do = Indice du coût horaire du travail révisé du mois Mo (valeur : 139.1 au 01/12/2024).

FSD3 = Indice frais et services divers D Identifiant : PSDNR3 (valeur de l'indice févr.N-1).

FSD3o = Indice frais et services divers D du mois Mo (valeur : 160.8 au 01/02/2025).

#### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;

- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Dans le cadre de l'offre, le prix forfaitaire pour la maintenance préventive est réputé comprendre toutes les prestations décrites au CCTP, y compris déplacements et main d'œuvre pour tout type d'intervention.

Pour les interventions de dépannage de niveau 1, chaque commande de prestation complémentaire sera facturée sur la base des prix unitaires indiqués au BPU (forfait de prise en charge, déplacement, coût horaire MO).

Les interventions de dépannage de type 2, 3 et 4 seront réalisées sur devis détaillé. Après acceptation du devis par la personne responsable du marché ou son représentant, celle-ci lui adressera le bon de commande correspondant.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2. Conditions de paiement

#### ■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

#### ■ Périodicité des paiements :

Les factures relatives aux prestations incluses au forfait seront payables par acomptes trimestriels d'un quart du prix annuel et sur présentation de la facture. La première facture sera réduite prorata temporis pour faire correspondre les périodes de facturation suivantes aux trimestres de l'année civile. Une méthode identique sera employée pour la dernière facture, en fin de contrat.

Les factures relatives à des prestations hors forfait réalisées après acceptation du devis sont établies au début du mois suivant la prestation et payables après réception du bon d'intervention. Elles seront payables à terme échu.

#### ■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

#### ■ Remise des demandes de paiement :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

■ **Comptable assignataire des paiements :**

Le Directeur comptable et financier  
CPAM du Morbihan  
60, rue Anita Conti  
BP 20321  
56021 VANNES cedex

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Prestations principales

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultats. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les objectifs en matière de résultats consistent à :

- Garantir la continuité de service,
- Garantir la maintenance des équipements,
- Garantir la fourniture des pièces détachées nécessaires au bon fonctionnement des équipements.

■ **Réalisation des prestations :**

Le prestataire, pendant toute la durée du contrat :

- Réalise les prestations de maintenance avec soin, conformément aux usages de la profession ; lesdites prestations, confiées à une main-d'œuvre spécialisée, répondent aux exigences du cahier des clauses techniques particulières et dans la limite du cadre de réponse ; elles sont conformes à la législation et à la réglementation en vigueur (sécurité, protection de la santé, droit du travail, environnement...), et aux normes référencées au contrat ;
- Vérifie la teneur de tous les documents, informations et renseignements qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de ses prestations et indique, dans les 8 jours, les incohérences ou erreurs décelées ;
- Respecte toutes les exigences mentionnées au contrat et qui l'engagent, notamment le respect de la confidentialité des informations... ;



- Effectue à nouveau, dans les meilleurs délais, toute intervention requise en vue de corriger les résultats d'une intervention dont il avait la charge et qui s'est révélée mal faite ou non faite. Le prestataire supporte le coût lui-même, sauf si l'intervention initiale était défectueuse du fait de l'Organisme ;
- Prend en compte les contraintes et particularités techniques du site du client où il est appelé à intervenir ;
- Indique à l'Organisme les installations et les équipements arrivés à un niveau de dégradation :
  - n'entrant pas dans le périmètre de la maintenance,
  - ne permettant plus d'assurer le niveau de service souhaité,
  - pouvant représenter un risque important pour le fonctionnement du site,
  - entraînant des coûts prohibitifs de maintenance corrective et curative.
- Planning des visites d'entretien : Le titulaire établit annuellement, pour l'ensemble des prestations d'entretien, un calendrier en accord avec la CPAM portant sur les visites et interventions programmables. Tout report d'une visite ne pourra se faire qu'avec l'accord de la CPAM.
- Compte-rendu périodique d'entretien : le titulaire établit selon une périodicité choisie en accord avec la CPAM, un compte-rendu mentionnant :
  - les heures et dates de visites d'entretien,
  - les actions effectuées au cours de ces visites,
  - les problèmes et incidents particuliers,
  - la liste des documents émis relatifs à l'entretien des installations électriques.

A ce compte-rendu, sont joints :

- les rapports de visites et essais réglementaires,
- les comptes-rendus circonstanciés en cas d'incidents sérieux,
- les fiches d'entretien,
- les devis et factures.

Ce compte-rendu est remis à la CPAM.

#### ■ **Maintenance préventive et pilotage des chaufferies de Vannes & Lorient :**

Elle consiste en visites sur site conformément aux stipulations du CCTP afin de contrôler le bon fonctionnement des installations et équipements. Cette maintenance préventive s'articulera autour des installations mentionnées dans le CCTP.

Les fournitures utilisées pour les maintenances préventives sont comprises dans le contrat. Le changement des pièces défectueuses constatées lors de la maintenance préventive se fera, après acceptation du devis par la CPAM du Morbihan.

*Seront compris dans les prestations forfaitaires tous déplacements et la main-d'œuvre relatifs à la maintenance préventive. Les démarrages et arrêts des chaufferies gaz de Vannes & Lorient sont intégrés au forfait.*

#### ■ **Maintenance corrective :**

Elle recouvre l'ensemble des opérations réalisées sur un bien défaillant ou en cours de défaillance, ce qui correspond à une dégradation de ses fonctions, pour lui permettre de remplir ses fonctions, au moins provisoirement.

Il peut s'agir d'une maintenance :

- de type palliatif, d'intervention de dépannage d'urgence, le but étant de rétablir les fonctions de base de l'équipement, au moins provisoirement, en vue d'assurer la continuité fonctionnelle et la sécurité des utilisateurs et des biens ;

- de type curatif, le but étant que l'équipement soit capable de remplir de nouveau correctement toutes ses fonctions.

L'exécution des prestations s'effectue dans le respect des dispositions du cahier des clauses techniques particulières, et des engagements du cadre de réponse technique.

#### ■ **Prestations complémentaires :**

Les prestations ou pièces non directement prises en charge dans le cadre de la maintenance préventive se fera après acceptation du devis.

La CPAM, disposant d'un personnel qualifié, se réserve le droit d'effectuer ces remplacements ou de les confier au titulaire.

Ces travaux ou prestations exceptionnels devront faire l'objet d'un devis détaillé soumis à l'approbation préalable de l'organisme. Dans l'objectif de concilier l'efficacité des achats et l'exigence du respect réglementaire, la Caisse Primaire se réserve la possibilité de faire réaliser plusieurs devis comparatifs avant toute émission du bon de commande et de faire intervenir d'autres entreprises pour la réalisation de ces travaux.

#### ■ **Vérifications des prestations :**

La CPAM se réserve le droit de contrôler à tout moment la qualité des prestations. Il pourra à sa convenance faire réaliser une expertise par un organisme compétent de son choix. Si le titulaire est convoqué, il devra être présent lors des visites de cette nature. Si ces contrôles mettaient en évidence un manquement dans les obligations du titulaire, les pénalités prévues au contrat seraient appliquées.

## 6.2. Développement durable

#### ■ **Clause environnementale :**

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes : le titulaire devra collecter les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) pour le tri, le traitement sélectif et la valorisation des déchets.

Les filières d'élimination de ces déchets devront respecter la directive DEEE 2012/19/EU du 4 juillet 2012 transposée par le décret n°2014-928 du 19 août 2014.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

## 6.3. Autres stipulations

#### ■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

En cours d'exécution, le nombre d'installations à vérifier pourra être modifié, en plus ou en moins (extension ou suppression de structure...).

Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

#### ■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objets du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des

renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Garantie :**

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an, pièces et main d'œuvre. Le point de départ du délai de garantie est la date à laquelle la prestation est réceptionnée par le pouvoir adjudicateur.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, de transport de matériels nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Lorsque pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent ou une solution alternative du prestataire.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a le droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

#### ■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

## 7.2. Obligations liées à la sécurité

#### ■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme « Information Confidentielle » est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la

stricte application du Contrat,

- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

## 8. PENALITES

### 8.1. Règles générales d'application des pénalités

**Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS**, les modalités d'application des pénalités définies dans l'annexe 1 du présent CCAP sont les suivantes :

- Toutes ces pénalités sont cumulables ;
- Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération ;
- Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures ;
- Le titulaire s'oblige à déduire de ces facturations le montant des pénalités qui lui est signifié par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- Les pénalités annuelles sont cumulables dans la limite de 5% du montant annuel du marché ;
- Les pénalités décrites dans l'annexe 1 du présent CCAP sont fermes sur la durée du marché et sont déduites sur le montant hors taxes de la demande d'acompte.
- L'application des pénalités a lieu dès le premier euro et se fait par simple constatation par le représentant du pouvoir adjudicateur qui informera le titulaire.
- Les pénalités sont non libératoires. Leur paiement ne désengage pas le Titulaire de ses obligations contractuelles.

### 8.2. Autres stipulations

#### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de

résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 9. FIN DU CONTRAT

### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire. Il signale la défaillance par lettre recommandée avec accusé réception. Ce courrier aura valeur de mise en demeure rappelant au titulaire ses obligations. Le titulaire aura 15 jours ouvrés pour présenter ses observations et solutions.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

### ■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien  
3, Contour de la Motte  
CS44416  
35044 Rennes CEDEX

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 7.1 déroge à l'article 33.1 du CCAG  
La rubrique *Pénalités* de l'article 8.1 déroge à l'article 14.1 du CCAG



### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)